

Stratégie de développement du secteur rural

Pas grand-chose pour l'avenir des paysans

La stratégie de développement du secteur rural au Cameroun a été soumise à l'appréciation des partenaires et autres bailleurs de fonds le lundi 30 janvier dernier à Yaoundé. Au regard de nombreux paramètres et des différentes interventions lors des assises, c'est un avenir pessimiste ou presque qui se dessine pour le monde rural. A moins que les différents acteurs n'entendent se donner une séance de rattrapage

Le document de Stratégie de développement du secteur rural est enfin là, après 4 ans d'interminables travaux. Sa vulgarisation auprès des principaux concernés que sont les différentes couches rurales et autres de la société camerounaise n'a pas encore débuté, que les pouvoirs publics se sont empressés de le présenter à leurs partenaires de développement. Ce qui fait dire à certains que l'élaboration de ce document ne traduit pas une réelle volonté de l'Etat de moderniser le monde rural, mais plutôt de satisfaire une exigence des institutions internationales. Pour preuve, c'est une part bien minable du budget national qui a encore été alloué au monde rural en cette année.

Moyens matériels disponibles sur place

Le document de Stratégie de développement du secteur rural dévoile dans sa partie financière que le budget sur une période de cinq ans est de 538 milliards de francs, soit une moyenne de

108 milliards par an, et le même document conclut que cette somme représente moins de 6% du budget de l'Etat dans l'hypothèse d'un budget de l'ordre de 1900 milliards (le budget de 2006 est

constate-t-on? En s'empressant de faire appel aux partenaires étrangers, les pouvoirs publics voudraient mettre à exécution ce qu'on appelle "intervention de l'Etat: degré zéro" c'est à dire que

privées et les producteurs, le rôle des partenaires privés dans la mécanisation de l'agriculture, le rôle des producteurs dans la vulgarisation des résultats de la recherche et l'intensification de l'agriculture pour l'augmentation des rendements, etc.

Les partenaires ont d'autres "chats à fouetter"

S'agissant de leur implication directe dans la mise en œuvre de la Stratégie, ce n'était pas non plus le grand empressement. Pour le représentant de la BAD (Banque Africaine de Développement): "la BAD a élaboré depuis l'année dernière sa stratégie pour les cinq prochaines années. Cette stratégie qui n'intègre pas l'agriculture, l'éducation et la santé. Peut-être que nous pourrions faire quelque chose lors de notre évaluation à mi-parcours en 2007". L'ambassadeur d'Israël quant à lui n'a promis qu'une assistance technique si le Cameroun réussit à trouver des financements pour sa Stratégie. Les autres bailleurs de fonds ont été tout aussi évasifs et n'ont rien promis de concret et consis-

tionale. Sinon, toute cette passivité et ces supputations funestes n'augurent pas de lendemains meilleurs pour le développement rural, au contraire.

Des paysans acteurs et non spectateurs

Le pire est à craindre car le volet rural est de plus en plus délaissé alors qu'il devrait être la priorité, vu son importance dans le tissu économique et social.

Les pouvoirs publics ont frappé un nouveau coup dur à l'agriculture à travers un texte du MINÉFI qui, dans la loi des finances 2006, vient de supprimer l'exonération de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) sur le matériel agricole.

Un observateur averti dira "c'est un énorme gâchis d'avoir dépensé autant d'argent pour l'organisation de toutes ces réunions et autres beuveries liées à l'élaboration de ce document de référence qui risque de ne pas trouver preneur. Avec cet argent, on aurait facilement pu créer 100 exploitations agricoles." Selon la Stratégie, le secteur rural emploierait plus de 60% de sa



La montagne des réunions a accouché d'une souris de projets

de 1861 milliards!)

Le Cameroun a les moyens de pourvoir à son propre développement rural. Mais que

"l'Etat ne doit pas être retenu comme faisant partie des acteurs financiers de la mise en œuvre de la Stratégie, ou encore "pas de subventions de l'Etat" comme nous le disions dans notre édition n°170 du 1er novembre 2005, en page 13. C'est une véritable démission et un refus manifeste des pouvoirs publics de promouvoir le monde rural, malgré tous les discours et slogans qui fusent.

La réunion du 30 janvier 2006 tenue à Yaoundé, était présidée par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural Clobert Tchata, accompagné de son staff au grand complet. On a pu constater que les partenaires ne se sont pas vraiment bousculés au portillon et ont timidement pris part aux travaux.

Les participants ont favorablement apprécié la Stratégie dans sa globalité, tout en relevant certaines carences. Par exemple, le représentant de la Banque Mondiale a souligné que le document ne mettait pas en exergue le partenariat entre les entreprises



Des paysans à l'œuvre dans un champ: le bout du tunnel, c'est pas pour demain

tant. Devant cette rareté des ressources, certains ont proposé de rechercher le financement graduel de la Stratégie de développement du secteur rural selon les priorités.

Une autre alternative qui pourrait mobiliser d'éventuels financements serait l'atteinte du "fameux" point d'achèvement de l'initiative PPTE, qui pourvoit déjà à la réalisation de certains projets de ce ministère. Mais la meilleure approche serait que l'Etat lui-même s'engage d'abord solennellement à assurer une bonne partie des financements, avant de solliciter l'aide interna-

population active et à ce titre, il mérite plus d'égards de la part des décideurs.

Les paysans eux-mêmes ne sont pas innocents dans cette décrépitude du monde rural, en ne s'organisant pas convenablement pour peser dans la gestion des affaires du pays, pour influencer les décisions qui les concernent. Chacun doit prendre ces responsabilités pour le bien-être du secteur rural et de tout le pays.

Irénée Modeste Bidima

Le secteur rural, une mine d'or qui mérite mieux

Nous ne faisons que rappeler ici quelques uns des atouts du secteur rural. des atouts tirés du document de Stratégie de développement du secteur rural (SDSR). Les chiffres sont révélateurs. Afin que nul n'ignore...

Le monde rural est un secteur clé pour l'économie

Secteur déterminant pour l'économie

-Contribution au PIB de plus de 20% depuis plus d'une décennie;

-Contribution de 55% aux recettes d'exportation.

Point d'ancrage de la lutte contre la pauvreté

-85% des ménages pauvres (5,3 millions) vivent en milieu rural; -42,5% des ménages agricoles sont pauvres.

Gisement d'emplois productifs

-Le secteur rural emploie 59% de la population active (3,7 millions).

Le monde rural a de fortes potentialités

Fortes disponibilités en terres -9,2 millions d'hectares, soit 20% de la superficie utilisable à des fins agricoles;

-2 millions d'hectares de pâturages;

-7,2 millions d'hectares de terres arables dont 1/3 cultivé.

Fort potentiel en terres irrigables

-240 000 hectares en terres potentiellement irrigables.

Fort dynamisme sociale à la base

-Plus de 15.000 GICs actifs.

Source: SDSR/Minader